Informations de base

2024/2526(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la nécessité d'un soutien sans faille de l'Union à l'Ukraine, après deux ans de guerre d'agression russe contre ce pays **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux **Zone géographique** Russie Fédération Ukraine **Priorités législatives** Soutien de l'UE à l'Ukraine	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
06/02/2024	Débat en plénière		
29/02/2024	Décision du Parlement	T9-0119/2024	Résumé
29/02/2024	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2024/2526(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0142/2024	26/02/2024	
Proposition de résolution		B9-0143/2024	26/02/2024	
Proposition de résolution		B9-0149/2024	26/02/2024	
Proposition de résolution		B9-0153/2024	26/02/2024	
Proposition de résolution		B9-0156/2024	26/02/2024	
Proposition de résolution		B9-0157/2024	26/02/2024	

Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0119/2024	29/02/2024	Résumé

Résolution sur la nécessité d'un soutien sans faille de l'Union à l'Ukraine, après deux ans de guerre d'agression russe contre ce pays

2024/2526(RSP) - 29/02/2024 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 451 voix pour, 46 contre et 49 abstentions, une résolution sur la nécessité d'un soutien indéfectible de l'UE à l'Ukraine, après deux ans de guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR et les députés.

Les actions de la Russie en Ukraine au cours des deux dernières années continuent de menacer la paix et la sécurité en Europe et dans le monde.

Le Parlement a réitéré sa solidarité inébranlable avec le peuple et les dirigeants ukrainiens et son soutien à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Il a exigé que la Russie et ses alliés **cessent toute action militaire** et que la Russie **retire l'ensemble de ses forces armées**, de ses alliés et de ses équipements militaires de l'ensemble du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine. Les députés ont également exigé l'arrêt et l'inversion de l'installation de citoyens russes dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine.

Soutien militaire

La résolution a souligné que l'objectif principal de l'Ukraine est de gagner la guerre contre la Russie, ce qui implique de chasser du territoire de l' Ukraine reconnu par la communauté internationale toutes les forces armées de la Russie et de ses alliés. Les députés considèrent que cet objectif ne peut être atteint que par la fourniture continue, soutenue et en augmentation régulière de tous les types d'armes conventionnelles à l'Ukraine, sans exception.

À cet égard, les États membres sont invités à **accroître considérablement et à accélérer leur soutien militaire**, en particulier la fourniture d'armes et de munitions en réponse à des besoins clairement identifiés, en vue non seulement de permettre à l'Ukraine de se défendre contre les attaques russes, mais aussi de lui permettre de reprendre le contrôle total de l'ensemble de son territoire internationalement reconnu.

Le Parlement a souligné que l'Ukraine a particulièrement besoin de systèmes sophistiqués de défense aérienne, de missiles à longue portée tels que les missiles TAURUS, Storm Shadow/SCALP et autres, d'avions de combat modernes, de divers types d'artillerie et de munitions (155 mm en particulier), de drones et de systèmes anti-drones. Les députés ont soutenu la proposition selon laquelle tous les États membres de l'UE et les alliés de l'OTAN devraient soutenir militairement l'Ukraine à hauteur d'au moins **0,25% de leur PIB annuel** et ont appelé à une augmentation globale du plafond financier de la Facilité européenne de soutien à la paix.

Commerce

Le Parlement a soutenu la proposition de la Commission de renouveler la **suspension des droits d'importation et des quotas** sur les exportations ukrainiennes vers l'UE. Il a demandé instamment à la Commission de se pencher sur les rapports faisant état de perturbations du marché causées par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et sur les avantages commerciaux concédés à l'Ukraine.

Processus d'adhésion

Le Parlement a salué la décision du Conseil européen d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine une fois que les recommandations de la Commission auront été respectées. Il a invité le Conseil et la Commission à **définir une voie claire pour les négociations d'adhésion**, en se concentrant sur la fourniture d'avantages tangibles pour la société et les citoyens ukrainiens dès le début du processus. Une attention particulière devrait être accordée au respect de l'État de droit, des valeurs fondamentales, des droits de l'homme, de la démocratie et de la lutte contre la corruption.

Facilité pour l'Ukraine

Le Parlement a rappelé que la dernière évaluation rapide des dommages et des besoins de la Banque mondiale estimait à 452,8 milliards d'euros au moins la somme nécessaire au redressement et à la reconstruction de l'Ukraine au cours de la prochaine décennie. Il a appelé l'UE et ses États membres à s'engager dans un **financement supplémentaire à long terme** pour l'Ukraine, en particulier compte tenu du fait que le dernier paquet d'aide des États-Unis pour l'Ukraine reste bloqué au Congrès.

Sanctions

Le Conseil est invité à maintenir et à étendre sa politique de sanctions à l'encontre de la Russie et du Belarus, tout en surveillant, en réexaminant et en renforçant son efficacité et son impact. Les députés ont invité la Commission et les États membres à veiller à la mise en œuvre rapide et à l'application stricte de l'ensemble des 13 trains de sanctions.

La résolution demande également un **embargo immédiat et total** sur les importations russes dans l'UE de produits agricoles et de la pêche, ainsi que sur les combustibles fossiles et le gaz naturel liquéfié transportés par mer via des oléoducs, et demande également un **abaissement supplémentaire du plafonnement des prix des produits pétroliers russes**, en coordination avec les partenaires du G7, afin que l'argent européen ne serve plus à financer la guerre de la Russie.

En outre, le Parlement a demandé que d'autres personnes identifiées par la Fondation anti-corruption d'Alexei Navalny soient incluses dans le régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme et dans d'autres listes de sanctions.